

Troisième partie :

**Amorce de développement territorial grâce à la
conjugaison des actions publiques et citoyennes**

Par le non accompagnement des communes de l'Etat central pour escompter une décentralisation réussie, la participation de la population reste l'axe de l'amorce du développement territorial. Il s'agit d'un ensemble de différentes formes de contribution auxquelles les citoyens s'engagent dans le but de développer de leur territoire.

Chapitre 5 : Transfert des fonds des immigrés au développement local

Selon les Nations Unies en 2007, plus de 175 millions de la population mondiale sont des émigrés, personnes qui vivent en dehors de leur Pays d'origine, soit 3 % de la population mondiale. Dans plusieurs pays, les transferts de fonds des migrants sont devenus la première source de financement extérieur, loin devant l'aide publique au développement et sans cesser d'accroître. Ils contribuent sur le plan micro économique à améliorer les conditions de vie des ménages bénéficiaires et les indicateurs macroéconomiques¹⁹. Les pays en développement sont les principaux bénéficiaires de ces transferts de fonds des migrants. Il s'agit de l'Inde, de la Chine et du Mexique avec plus de 20 milliards d'euros. Toutefois, les pays sous-développés sont ceux qui reçoivent le plus de transferts en termes de proportion du PIB. Il s'agit du Tadjikistan (36 %), de la Moldovie (36 %), du Tonga (32 %) et de la République de Kirgiz (27 %) ; un peu plus loin des Comores (24 %).

Des études récentes montrent qu'environ 50 %²⁰ des Comoriens vivent à l'étranger, plus particulièrement en France. Ils constituent les principaux pourvoyeurs de fonds extérieurs à destination des Comores. Les transferts de fonds constituent une ressource sûre en pleine croissance et qui, à travers les ménages et les institutions communautaires, contribue à la réduction de la pauvreté et aux investissements immobiliers ou communautaires.

5.1. Importance du transfert de fonds aux deux communes

Peu après son indépendance le 6 juillet 1975, une vingtaine de tentatives de coups d'Etat s'en suivit parmi lesquelles figurent quatre réussies et cinq amendements constitutionnels. Ces alternances politiques engendrèrent des départs massifs vers l'étranger, dont certains contraints de s'exiler pour fuir les mesures brutales imposées par les jeunes révolutionnaires du président Ali Soilih (1975-1978). Des cadres administratifs lassés par les promotions claniques profitèrent de leurs missions à l'étranger pour s'installer en France. En outre, des crises séparatistes rendirent difficile l'enchaînement d'une politique de développement économique et social susceptible de relancer l'économie du pays et donc de retenir les jeunes Comoriens dans leur pays. Aujourd'hui, ces émigrés constituent la diaspora Comorienne, plus particulièrement celle de la France, qui représente l'une des principales

¹⁹Il s'agit d'une statistique permettant d'augmenter les chiffres économiques du pays de façon objective par rapport à son produit intérieur brut (PIB) et de son produit national brut (PNB).

²⁰IMPACT DES TRANSFERTS DE FONDS EXTERIEURS SUR LA PAUVRETE AUX COMORES, Younoussa IMANI Enseignant Chercheur, Octobre 2008

sources de revenus du pays, notamment de la Grande Comore, apport qui revêt des formes multiples : envoi de véhicules, d'or, d'appareils ménagers. Toutefois, les formes les plus courantes sont les envois de fonds. Ces derniers font l'objet d'un soutien économique des ménages mais aussi d'un développement communautaire dans la mesure où chaque localité et aujourd'hui chaque commune à l'instar de Mitsamiouli et d'Itsahidi, constituent à travers leur diaspora une étroite collaboration pour se développer.

5.1.1. Communes très actives au transfert des fonds

La répartition des transferts de fonds laisse apparaître un déséquilibre au niveau national et régional. La Grande Comore reste l'île qui possède le plus grand nombre d'émigrés et reçoit 91 % des transferts de fonds de l'ensemble de la diaspora Comorienne. Une telle distribution s'expliquerait par le fait que plus de 90 % des migrants comoriens en France en sont originaires. Réunir les chiffres de la diaspora grande-comorienne reste un vide statistique, les nombreux de Comoriens qui ont la nationalité Française soit par conservation, soit par réintégration soit par acquisition ne sont pas enregistrés dans les consulats comoriens de France ; cela rend difficile le travail de recensement et réoriente le sentiment d'appartenance à cette communauté non déterminée par la nationalité officielle de chacun, mais par la participation au mode de vie comorien sur le sol français. Il en est déduit qu'il n'existe pas de chiffres des migrés Comoriens en relation avec leur localité leur commune aux Comores. Toutefois, des chiffres approximatifs ne cessent d'être spéculés sur le nombre des Comoriens vivant sur l'ensemble du territoire Français par les différentes préfectures de France, l'Association de Solidarité et d'Insertion de Jeunes Comoriens (A.S.I.J.C.R.), du démographe Lohle Tachtou encore par P. Vérin et R. Battistini. Pour cela, il est à noter qu'environ 80 % des migrants comoriens vivant en France jouissent de la nationalité française. Malgré la diversité de son statut de résidence, la diaspora comorienne y résidant constitue le principal pourvoyeur de fonds extérieurs à destination des Comores. Basée sur le principe de « Anda na Mila » (us et coutumes), elle engendre une très forte solidarité familiale. Le fait d'envoyer de l'argent à distance symbolise son attachement avec sa famille et fait preuve de sa capacité à être toujours là. Ces transferts représentent une manne financière en pleine expansion, à hauteur de 24 % du PIB national et de 346 % de l'aide au développement loin devant l'aide publique s'élevant à 6 % PIB en 2007²¹. Cependant, la répartition de ces transferts des fonds qui transitent par les canaux officiels s'effectue de

²¹LES TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS, UN ENJEU DE DEVELOPPEMENT Les Comores, Mali, Maroc, Sénégal, Banque Africaine de Développement (BAFD), Octobre 2007

manière inégalé et rend difficile d'établir les chiffres exacts correspondant à chaque commune.

Tableau n° 9: Structure de transfert de fonds des migrants en 2007

Structures de transfert	Montants	%
Transferts Formels	23 millions d'euros	21
Transfert Informels	52 millions d'euros	52
Non converties	16 millions d'euros	16
Transferts de biens	11 millions d'euros	11

Source : BCC, arrangé par l'auteur

Dans les deux communes comme dans l'ensemble de l'île de la Grande Comore, plus de 95 %²² de ces mouvements financiers sont destinés à des fins ostentatoires (célébration des Grands-Mariages, funérailles) et à soutenir les familles (santé, nourriture et scolarité) ; moins de 5 % sont consacrés à des fins productives. En d'autres termes, moins de 5 % des transferts sont utilisés de manière directe à des fins productives telles la construction des ruelles de Simamboini, la mosquée de vendredi de Simamboini, le terrain sportif de Foubouni toutes dans la commune d'Itsahidi. S'ajoutent encore la construction des places publiques, le foyer, la réhabilitation du centre de santé dans la commune de Mitsamiouli. Quant aux 95 %, ils contribuent à des fins innovantes de manière indirecte dans la mesure où c'est avec l'argent des cérémonies que se prélèvent les taxes et les impôts municipaux. Toutefois, valoriser les fonds utilisés à des fins coutumières est beaucoup plus conséquent que ceux consacrés à des fins profitables. Une étude d'innovation de la diaspora Comorienne est en cours de traitement en vue de corriger les fonds des migrés pour pouvoir en profiter à des fins productives. Elle consiste à réduire le nombre de cérémonies des mariages coutumiers et leurs exigences financières, et à incitant à les investir dans le pays. C'est durant la période de célébration des fêtes du Grand-Mariage, du mois de juin jusqu'à septembre que les mouvements de transferts s'intensifient.

En effet ceci, confirme l'idée selon laquelle le financement du mariage coutumier constitue le principal motif des transferts de fonds aux Comores.

²² BCC

Tableau n° 10: Répartition par milieu de résidence des ménages bénéficiaires des envois de fonds

Milieu de résidence à la Grande Comore	Pourcentage
Urbain	24 %
Rural	76 %
Total	100 %

Source : EIM 2004, arrangé par l'auteur

Ce tableau synthétise la répartition d'envois des fonds des migrants par rapport aux milieux de résidences des ménages bénéficiaires. Il est constaté que 24 % de ces transferts de la diaspora Comorienne sont destinés au milieu urbain, plus précisément à Moroni. Quant aux milieux ruraux, ils en sont les principaux bénéficiaires, à concurrence d'environ 76 % des fonds des migrants, loin du taux des milieux urbains, destinés au développement local et municipal. Aujourd'hui les communes sont les principales bénéficiaires des fonds de la diaspora Comorienne à travers les aides familiales et la construction des infrastructures locales et municipales ou encore l'apport de budget en tant que bénéficiaires des projets communaux.

La contribution des migrants trouve sa signification et son sens dans les villages qui manifestent le dynamisme de la diaspora. Le village est le miroir par lequel s'affirme le migrant dans sa quête de l'honneur. Les Grands-Comoriens dans leur représentation placent leurs villages d'origine au centre de leurs préoccupations. L'un des principaux critères identifiant le Grand-Comorien dans l'organisation communautaire, y compris en France, est très certainement l'entité villageoise. Le migrant naturellement lié à sa famille, l'est tout autant à son village d'origine vers lequel il consacre une importante partie de son temps, en plus de son argent. Les projets villageois, initiés depuis le pays reçoivent aussitôt le soutien de la diaspora même au prix de lourds sacrifices. Pour le migrant, participer activement et financièrement dans les projets villageois rehausse son image à la fois auprès de ses co-villageois et de ses compatriotes ; le contraire serait un sacrilège, une humiliation qui conduirait à l'exclusion de la communauté. Dans un contexte de surenchère généralisée, les villages se lancent dans des compétitions de projets inter villages qui tournent très vite en affrontements dépensiers.

Photo n° 2: Transfert des infrastructures scolaires de la diaspora de Mitsamiouli



Source : Rasmi Chambery

Photo n° 3: Transfert des infrastructures sanitaires de la diaspora de Foubouni pour le district sanitaire d'Itsahidi



Source : l'auteur

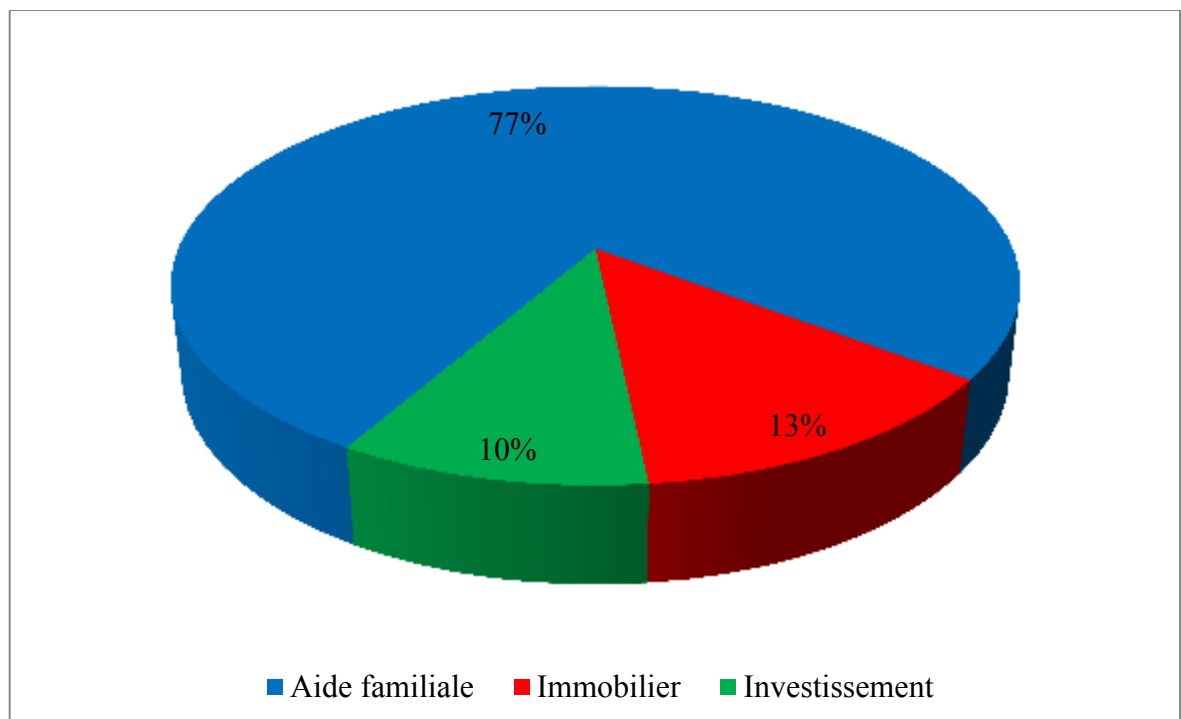
Les migrants sont souvent sollicités dans des réalisations qui touchent l'intérêt public. Le village participe aussi à réaliser des projets, lesquels sont financés à hauteur de 70 à 75 % par la communauté expatriée et 25 à 30 % par les fonds propres du village. La coordination

s'organisait souvent avec les chefs des villages, qui assuraient la synchronisation et le suivi des projets en accord avec les responsables d'associations en France. Aujourd'hui avec le système de la décentralisation, la coordination des projets principaux s'effectue directement au bureau communal avec les responsables des associations ou de la diaspora concernée se trouvant en France.

5.1.2. Ressource en pleine croissance pour les ménages menant vers la réduction de la pauvreté

Les envois de fonds à la Grande Comore ont souvent des motivations dominées par l'altruisme familial et social. La priorité accordée à l'aide familiale (biens et services de première nécessité y compris les dépenses des festivités) s'explique par les motifs de départ à la migration. Le migrant a une « obligation morale et sociale » d'améliorer les conditions de vie de sa famille et de répondre aux dépenses sociales (forme de contrat implicite entre le migrant et la famille). Ce motif devient le cordon ombilical entre les migrants et leur famille. La consommation et la santé deviennent les postes de première destination des fonds. Des envois de biens en nature contribuent aussi à soutenir les objectifs de consommation familiale.

Graphique n° 3: Répartition de l'utilisation des envois de fonds à la Grande Comore



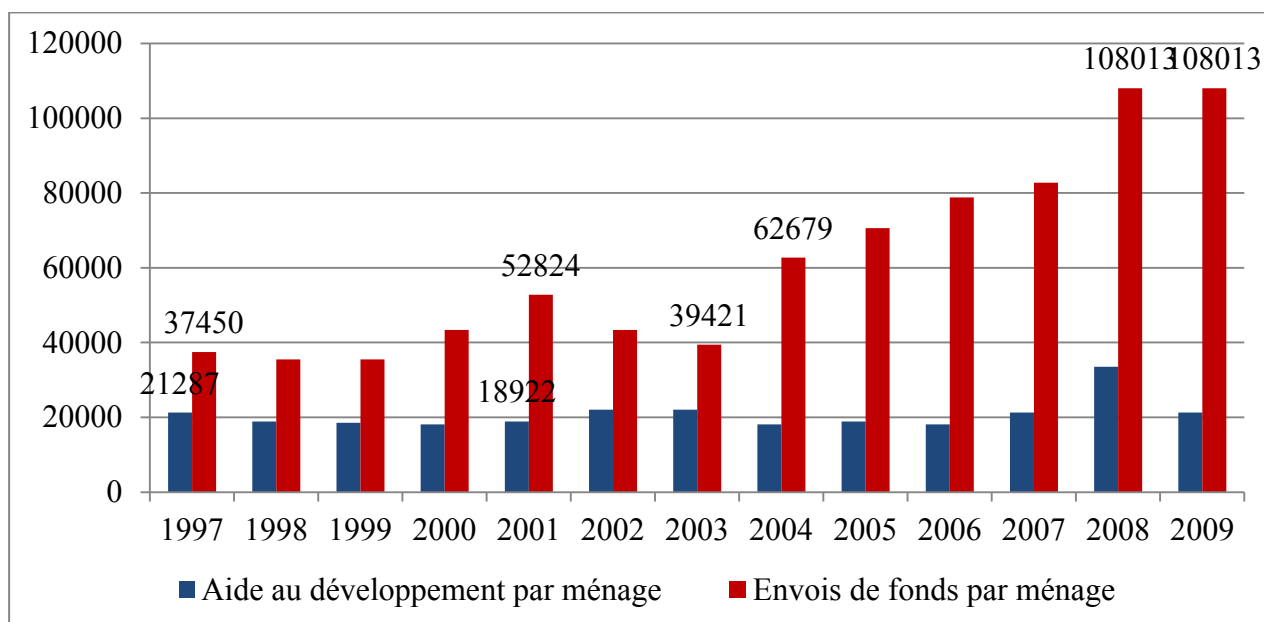
Source : EIM 2004, arrangé par l'auteur

Le poids accordé aux projets sociaux traduit une pratique socioculturelle précise qui est la réalisation du grand mariage. Parallèlement à ce motif priorisé par les envois de fonds aux ménages, les investissements immobiliers y représentent les 13 %. Ces envois de fonds ont connu une forte croissance ces dernières années et constituent une ressource importante pour ces ménages, les communautés et le pays entier. Cependant, le suivi de l'évolution et l'évaluation de ces flux monétaires ne sont toujours pas faciles dans la mesure où les voies informelles restent les principaux canaux empruntés pour les faire parvenir au pays. Selon la Banque centrale des Comores BCC 2008, 82 % de cette manne monétaire sont transportés par les migrants de retour au pays, contre 18 % par les voies classiques (banques et sociétés de transferts). Toutefois, les estimations établies par la Banque centrale des Comores (BCC) tendent à affirmer leur croissance régulière, en passant de 800 millions de FC (1,6 millions d'euros) à 3,9 milliards de FC (8 millions d'euros), entre 1985 à 1995²³. En 2007, ils culminaient à 39,9 milliards de FC (79 millions d'Euros)²⁴. La croissance annuelle moyenne de ces dix dernières années des envois de fonds atteignait 9 %, pour une population qui croît en moyenne de 2,42 % par an. Cette forte hausse pourrait s'expliquer, d'une part, par l'intensification du phénomène migratoire et, d'autre part, par la récession économique qui secoue le pays.

²³ BCC en 2005

²⁴ BAD, 2008

Graphique n° 4: Evolution des envois de fonds et de l'aide publique au développement par ménage de 1997 à 2009 (en Franc Comorien)



Source : BCC, arrangé par l'auteur

Ce tableau affiche l'évolution des envois des fonds par habitant par rapport à l'aide publique. Cette évolution est observée par rapport à la variation économique du Pays. Comme les envois de fonds ont souvent une motivation familiale, il est logique qu'en situation de crise dans leur pays d'origine, les migrants ont tendance à accroître leur aide à leur famille. En 1997, débuta la crise séparatiste jusqu'en 2001. Les envois de fonds par habitant augmentèrent de 15 374 FC correspondant à 31 euros entre ces deux dates. Tandis que, pour la même période, l'aide publique au développement enregistra une baisse à cause de la préoccupation au retour de la stabilité politique du pays. Pour sa part, elle fut réduite d'une valeur de 2 365 FC, soit de 5 euros. De 2002 à 2003, une stabilité politique et économique fut amorcée dans le Pays, avec la mise en place de nouvelles institutions ayant permis la réunification du pays. Durant cette période, les envois de fonds reculèrent de 13 403 FC, soit 27 euros. En 2004, avec la crise politique dite de «partage de compétences» accentuée par la crise alimentaire mondiale de 2008, les transferts de fonds reprirent ainsi d'une augmentation de 45 334 FC équivalent à 92 euros, soit 219 euros par ménage par mois.

Ainsi, cette évolution simultanée des taux de croissance annuels des envois de fonds, et ceux de l'aide publique au développement sur la période 1997 à 2009, illustre deux tendances divergentes. Pour ainsi dire, l'aide publique au développement diminue en période de crise. Contrairement, en période de stabilité ou de croissance économique, les envois de fonds ont tendance à décroître pendant qu'en parallèle l'aide publique au développement

augmente. Au cours de ces douze dernières années, la tendance globale des transferts de la diaspora décolla avec une croissance annuelle moyenne de 12,4 %, constituant ainsi une source de sécurité pour les ménages.

5.2. Impacts positifs du transfert de fonds par la diaspora aux deux communes

Les envois de fonds contribuent à la croissance des revenus des ménages, ces externalités rehaussent l'efficacité de l'échange social. Aujourd'hui, le développement communautaire est porté à bout de bras par ces envois des expatriés. De nombreuses soirées sont organisées pour collecter des fonds variant entre 10 000 et 15 000 euros au profit des projets communautaires.

5.2.1. Moyen communautaire d'accumuler des aides infrastructurales pour les institutions

Les communes de Mitsamiouli et d'Itsahidi ont un phénomène nouveau accueilli favorablement dans certaines localités bien que suscitant encore de la réticence chez d'autres. Ces localités engagées dans le projet ont eu à s'investir pour construire des hôtels de ville à travers la contribution de la diaspora. Il s'agit d'une participation des localités et des migrants pour mettre en place un projet de décentralisation. Contrainte par l'abandon de ce qui relève du développement local par l'Etat, la diaspora Grande Comorienne se voit obligée de prendre en charge les aides au développement communautaire, outre le soutien familial habituel. Les transferts de fonds sont devenus la première source d'argent des milieux ruraux à la Grande Comore ; partis d'une motivation individuelle par principe, ils ont atteint des principes d'envergure communautaire. Constituant une rentrée permanente et croissante, leur rythme est beaucoup plus rapide que celui du PIB. En effet, le PIB enregistre une croissance annuelle de 0 à 2 % et les transferts progressent de 12 % en moyenne par an. Aujourd'hui, ces derniers procurent aux communautés Grandes Comoriennes une ressource sûre en pleine croissance à travers les ménages et les institutions communautaires. Leur usage dans les infrastructures communautaires dont l'éducation, la santé et les investissements de différents domaines contribue concrètement au développement local.

Délaissées par l'Etat, les communes ne peuvent compter que sur leur diaspora pour se développer surtout qu'elles sont en phase embryonnaire. Les migrants comoriens en France sont animés d'une détermination à toute épreuve et se lancent dans des projets collectifs. Ils se regroupent en associations fondées sur des réseaux de relations, de réflexion et de participation au développement de leurs communes natales ou de leurs parents. C'est leurs

participations qui renforcent la qualité du membre communautaire ou villageois. Les interlocuteurs des organisations de la diaspora à la Grande Comore sont souvent les chefs de village ou les maires. Ils assurent la coordination et le suivi des projets en accord avec les responsables d'associations en France. Ils réceptionnent les fonds et les matériels expédiés par la diaspora. Mais, le fait que les responsables des associations de la diaspora ou encore leurs correspondants n'ont toujours pas reçu une formation adéquate en matière de gestion de projets, crée souvent des difficultés qui peuvent déboucher à la méfiance et à la suspicion fragilisant les relations entre la commune et la diaspora. Pour éviter tout malentendu, l'association de la diaspora se met de préférence en contact direct avec une entreprise locale ; cela provoque évidemment des tensions entre les deux partenaires. En dépit des initiatives menées conjointement par les communes et leur diaspora pour améliorer le quotidien des Grands Comoriens, la plupart des projets sont parfois réalisés de manière ponctuelle, sans grande préparation préalable. Il s'agit souvent de l'ambition d'entreprendre telle infrastructure, car telle commune l'a déjà ; à cela s'ajoute le manque d'une politique étatique d'accompagnement de la décentralisation.

Chaque commune organise son propre essor sans compter directement sur l'aide de développement de l'Etat. C'est avec les mêmes procédures villageoises que les communes puisent leurs forces de se développer comme au titre des petits Etats dans l'Etat, sous l'œil impuissant des autorités nationales.

5.2.2. Projets entrepris dans les communes par les efforts des migrants

Les migrants sont souvent sollicités par des réalisations qui touchent l'intérêt public. La volonté de voir leur commune au-dessus des autres l'emporte sur les autres considérations. Le village, aujourd'hui la commune sont des marqueurs identitaires et il importe pour le migré de constater sa modernité, sa visibilité, sa grandeur et son prestige. Les communes et les localités disposant d'un nombre réduit de migrants ont du mal à faire face aux projets de grande envergure et doivent faire preuve de fatalisme. Les coûts sont également lourds dans les projets qui nécessitent de l'aménagement, tel la construction d'hôpitaux, de marchés, de routes et d'adduction d'eau potable et font appel à une preuve de réalisme. Par-dessus de tout, une inquiétude ne cesse de s'installer chez les dernières générations des Grands Comoriens en France, les enfants des migrants qui n'ont toutefois pas les mêmes convictions et attachements sociaux et coutumiers pour leur pays d'origine. Ce qui pourrait mettre fin au transfert de fonds dans les années à venir.

De ce fait, l'abandon de ce qui relève du développement local par l'Etat contraint les villageois soutenus par leur diaspora à tout prendre en charge, à savoir :

- Construction d'écoles,
- Construction des routes et de ruelles à l'intérieur du village,
- Construction de dispensaires,
- Réhabilitation de bâtiments administratifs pour la municipalité,
- Installation de réseaux de télécommunications ou électriques.
- Mise en place de pompes hydrauliques et de circuits d'eau potables, foyer.

Photo n° 4: Ruelles et mosquée du village de Simamboini dans la commune d'Itсахиди

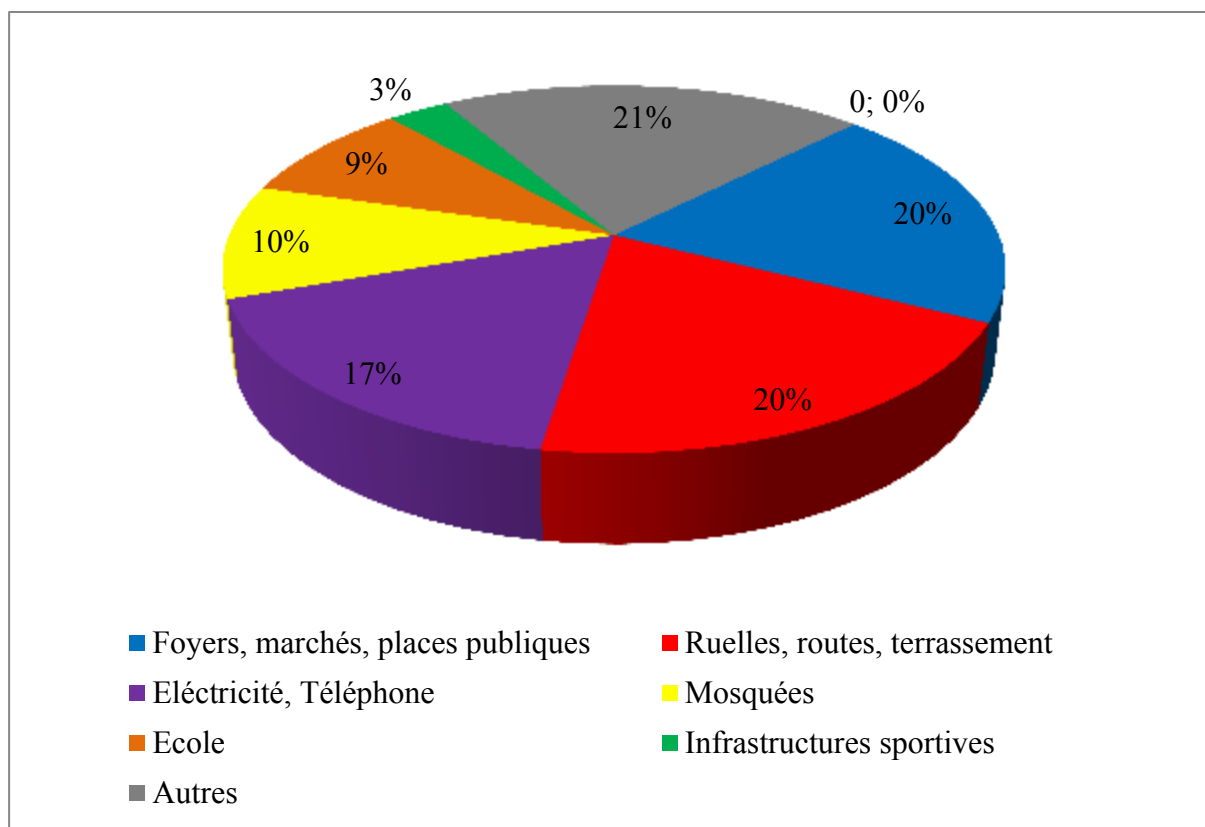


Source : l'auteur

Ainsi, l'Etat est devenu incapable de financer un programme d'investissement sur fonds propres, ce sont les bailleurs de fonds étrangers et surtout la diaspora qui prennent la relève. Cet état de fait provoque une course poursuite entre les villages et aujourd'hui entre

les communes pour réaliser leurs projets. Toutefois, la forte coopération de la diaspora envers les communes peut s'avérer impuissante face à un ensemble d'infrastructures de grande envergure comme la réhabilitation des routes principales traversant le milieu des communes de Mitsamiouli (RN1) et d'Itсахиди (RN2).

Graphique n° 5: Types et fréquences de projets réalisés dans les deux communes



Source : Dr Abdillahi Yousouf, arrangé par l'auteur

Ce graphique montre l'ensemble des projets les plus fréquents initiés dans les communes de Mitsamiouli et d'Itсахиди. La dominance de certains projets comme les foyers, les ruelles, les marchés ou encore les mosquées, peut être un motif souvent économique mais aussi d'ordre religieux. Les dépenses de construction concernent souvent les mosquées de vendredi, ce qui rappelle la place occupée par la foi religieuse musulmane auprès des Comoriens en général. Mais s'y ajoutent aussi d'autres infrastructures. La moitié des dépenses d'investissements est principalement constituée de projets d'infrastructures et d'équipements. La compétition entre villages empêche de planifier toute répartition y afférente ; chaque village veut se doter de son dispensaire, de son école, car sa fierté en dépend.

Photo n° 5: Foyer, dalles et espace multisports construits par l'initiative de la diaspora de la ville de Foubouni dans la commune d'Itsahidi



Source : l'auteur

Ces images illustrent, parmi elles, l'ensemble des projets d'infrastructures auxquels se sont engagées les différentes diasporas des communes de Mitsamiouli et d'Itsahidi. Sur la photo gauche, il s'agit d'un foyer en organisant des cérémonies payantes, la commune y prélèvera aussi ses taxes. A droite, l'infrastructure de routes dallées donne une autre image de la ville et de son développement. Et la dernière image montre un espace multisports construit par la diaspora dans la ville de Foubouni, dans la commune d'Itsahidi.

Conclusion du chapitre 5

La migration est une tradition comorienne ancienne, les difficultés politiques et économiques ainsi que les contraintes socioculturelles de plus en plus cruciales caractérisant les Comores indépendantes, ont donné une nouvelle ampleur à ce phénomène migratoire. Il en résulte des flux de transferts de fonds conséquents à destination de l'archipel, plus particulièrement à la Grande Comore. Toutefois, le rôle des fonds des migrants sur le développement local reste mitigé dans la mesure où la majeure partie de leurs utilisations est destinée à des fins non productives. La circulation de l'argent en migration répond à des pratiques sociales très variées et à des situations très hétérogènes entre les familles. L'envoi de fonds a surtout mis en avant, de manière systématique, la figure du migrant qui économise son maigre salaire pour contribuer au bien-être de sa famille et de son village natal.



MCours.com